



SuPremE, le moteur sans aimants  
le plus efficace au monde par  
KSB



Ubigreen Performance : solution  
de pilotage énergétique et  
environnemental par UBIGREEN

^ v Annonces Matériels & Services

## ★ Les acteurs de l'immobilier poursuivent "leurs efforts" de performance énergétique et environnementale

Dev. Durable | 09 novembre 2015 | Rachida Boughriet

A-

A+



A partir des données 2015 collectées par le Global Real Estate Sustainability Benchmark (Gresb), l'Observatoire de l'immobilier durable (OID) a analysé la performance énergétique et environnementale des portefeuilles immobiliers français.

Pour rappel, le sondage annuel du Gresb évalue les stratégies et performances en matière de développement durable des grands fonds et des sociétés immobilières, publics et privés dans le monde. Les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont pris en compte. L'OID a ainsi collecté les données de trente sociétés de gestion d'actifs immobiliers et foncières françaises (9 sociétés cotées et 21 sociétés non cotées) possédant 1.837 actifs du parc résidentiel/tertiaire (bureaux, centres commerciaux, immeubles résidentiels, entrepôts de distribution et hôtels). Ces actifs représentent une surface totale de 17 millions de m<sup>2</sup>, pour une valeur brute de près de 71 milliards de dollars.

Les résultats "donnent un aperçu des efforts continus d'ores et déjà réalisés" par les acteurs français, souligne l'étude présentée le 4 novembre. La catégorie "Green Star" (étoile verte) est le niveau de performance le plus élevé, décerné par le Gresb, à 50% des répondants français contre 54% pour le panel européen. En revanche, 30% du panel français (contre seulement 2% pour le panel européen) ont obtenu le niveau suivant "Green Walk" (gestes verts). Les sociétés immobilières françaises ont "mis l'accent sur l'analyse et la rationalisation des coûts liés à l'énergie et aux impacts environnementaux". Ainsi, 47% des sondés français se sont fixés des objectifs de réduction des consommations énergétiques "à long terme". En 2014, l'OID avait déjà relevé une légère baisse de 2% en moyenne des consommations énergétiques pour les bureaux et les centres commerciaux par rapport à 2013.

En 2015, 77% des entités françaises ont mis en œuvre des mesures pour "améliorer l'efficacité énergétique" de leurs bâtiments, parmi lesquelles la mise en place d'un système de management de l'énergie à l'échelle du bâtiment (52%) et le remplacement par des équipements plus efficaces (35%). 83% d'entre elles réalisent des audits énergétiques.

61% du panel français développent également des politiques pour faire face aux risques du changement climatique (contre 54% au niveau mondial), tandis que 40% considèrent la résilience comme un "critère essentiel" de leur politique de développement durable (contre 34% au niveau mondial).

Les Français ont toutefois moins recours à la certification environnementale que leurs voisins européens en construction ou en rénovation (37% en France contre 43% en Europe) et en exploitation (20% en France contre 26% en Europe). Selon l'étude réalisée par le cabinet de conseil en ingénierie Green Soluce, la France totalisait, fin 2014, 1.370 opérations de certifications environnementales en construction et en rénovation, et 402 certifications en exploitation.